

Convention collective nationale

RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES

(Accord du 14 mars 1947)

(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,

Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT DU 11 DÉCEMBRE 2008

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION D 27

NOR : ASET0950066M

La délibération D 27 intitulée « Application du régime de retraite des cadres aux personnels des ambassades et consulats étrangers sis en France » est désormais libellée comme suit :

« Participent au régime de retraite institué par la convention collective nationale du 14 mars 1947, par adhésion à l'IRCAFEX, pour leurs personnels cadres affiliés au régime général de la sécurité sociale, les ambassades et consulats étrangers situés sur le territoire français.

Ces organismes s'engagent à cotiser pour la totalité des salariés répondant à la définition donnée ci-dessus qu'ils emploient ou emploieront.

L'inscription des points de retraite aux comptes des intéressés n'est effectuée, dans le cadre de la présente délibération, qu'en contrepartie des cotisations effectivement parvenues à l'institution de retraite concernée.

Aucune validation de services passés antérieurs à la date d'effet de l'affiliation ne sera opérée.

Il ne pourra pas être fait usage au sein des organismes concernés par la présente délibération des dispositions de l'article 36 de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947. »

Fait à Paris, le 11 décembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Mouvement des entreprises de France (MEDEF) ;

Confédération générale des petites et moyennes entreprises
(CGPME).

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;

CFDT ;

CFTC ;

CGT.